**Acteurs administratifs et dynamiques transnationales dans une Afrique décentralisée : interroger l’action publique fragmentée**

Atelier : Quels Etats pour quelles « Afriques cosmopolitiques » ?

Dans le cadre du transfert des politiques publiques, il n’est pas absurde de penser que les référentiels de l’action publique sont décousus en termes d’opérationnalisation dans les pays du Sud. Pour certains, ces référentiels ne sont pas adaptés aux pays du Sud puisque l’Etat est une création récente et en quête permanente d’institutionnalisation. Pour d’autres, ces référentiels sont hybridés à partir des interactions. Or, les référentiels sont importés au Sud par les agences onusiennes et les services de coopération internationale des pays du Nord.

Ces institutions ont conduit et expérimenté plusieurs instruments d’action publique dans un contexte décentralisé perçu comme le cadre de promotion de la démocratie et de développement local. Mais l’Etat décentralisé s’approprie-t-il mieux les référentiels pour le suivi des projets de développement ? Quelles sont les formes d’hybridation induites ?

A partir de données d’enquête et d’indicateurs de résultats bien précisés, nous mettrons en évidence la fragmentation de l’action publique locale qui, au-delà des espoirs, donne lieu à un Etat fictivement décentralisé.

Mots clés : décentralisation – action publique – local – administration – transfert